La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» **V. Hugo.**

N° 1192 - décembre 2017

SOMMAIRE :

• ÉDITORIAL

page 3 Nos vœux : ne pas se résigner !

MARIE-LOUISE DUBOIN *souhaite que la réflexion citoyenne se focalise sur la racine du mal pour parvenir à se libérer de la dictature financière qui gouverne le monde.*

• ACTUALITÉ

page 2 Au fil des jours

JEAN-PIERRE MON *constate qu'il reste encore beaucoup de progrès à faire dans la lutte contre la corruption, et que les mesures de protection de l'emploi que sont qu'un leurre.*

page 4 Bonnes nouvelles du monde

GUY GOURÉVITCH *propose sa vision du monde, corrosive… mais réaliste.*

• RÉFLEXION

page 7 Un rêve

BERNARD BLAVETTE *a choisi une fiction pour faire appel à la part d'humanité en chacun de nous pour réagir face à la détresse des personnes déplacées contre leur gré.*

page 9 Alors, que faire ?

MICHEL BERGER *suggère au gouvernement trois propositions dont il montre qu'elles permettraient d'améliorer la situation.*

page 12 Tribune des lecteurs

PRIX en FRANCE 3 € **ISSN : 2117-5047** **eISSN : 2493-2752** *commission paritaire* N°0418 I 83051

Où en est la lutte contre la corruption :

La progression en matière d'intégrité publique s'essouffle. Selon le journaliste Gian-Paolo Accardo de *Vox Europ*, les libertés de la presse et du commerce, deux éléments clés de la maîtrise de la corruption, régressent dans la plupart des pays européens, comme le prouve le dernier rapport sur l'Indice de l'intégrité publique (IPI), qui a été publié le 9 décembre, journée internationale de lutte contre la corruption, par le Centre de Recherche Européen pour la lutte contre la corruption et le renforcement de l'État (ERCAS). Cet indice IPI utilise les données publiquement disponibles dans six domaines que les chercheurs Victoria Dykes et Ramin Dadasov de l'ERCAS ont identifiés pour mesurer la corruption, à savoir: l'indépendance de la justice, le fardeau administratif, l'ouverture du commerce, la transparence du budget, l'e-citoyenneté et la liberté de la presse. Ils sont déterminants pour la capacité de la société à maîtriser la corruption et ils peuvent également avoir un caractère dissuasif. Les chercheurs utilisent une définition plus large de la corruption, qui comporte notamment l'attribution de contrats publics ou de fonds à des amis politiques… L'indice, de même que les sous-indices, va de 1 (pire score possible) à 10 (le meilleur score possible). Un seul pays, Chypre, est exclu de l'étude IPI parce qu'il refuse la transparence de son budget.

D'après la professeure Mungiu-Pippidi, « 2017 *a été une année mitigée pour la lutte contre la corruption. D'un côté, la France s'est affranchie de l'hypocrisie si souvent présente dans les pays développés ces dernières années en s'attaquant aux conflits d'intérêts au sein de l'élite politique. La demande de bonne gouvernance a augmenté dans de nombreux pays à travers le monde mais les autorités et l'opinion publique ont fermé les yeux dans les pays où la corruption a été mise au grand jour. Pas de foules dans les rues pour dénoncer l'évasion fiscale des élites dans les pays développés suite aux* Paradise Papers. *Aucune indignation en réaction aux révélations sur le* cartel du diesel *en Allemagne».*

Les changements positifs les plus importants ont été enregistrés sur le front de la réduction des contraintes administratives (la paperasse) et sur celui de l'e-citoyenneté (accès à Internet et nombre de comptes Facebook, ce qui explique l'essentiel de la demande de bonne gouvernance dans un pays donné). L'indépendance de la justice et la transparence fiscale n'ont pas changé de manière significative, alors que l'Europe recule un peu sur le front de la liberté de la presse et des contraintes commerciales (le temps nécessaire pour créer une entreprise et payer les impôts commerciaux), deux composantes essentielles. Les progrès dans certains pays (la Macédoine par exemple) ne sont pas suffisants pour compenser les pertes en termes de liberté ces deux dernières années et qui affecte presque tous les pays européens, notamment la France.

Le mythe de la protection des emplois

Dans les années qui ont suivi la crise de 2008, 229 réformes sur la "protection" de l'emploi ont été imposées aux États membres de l'Union européenne. Toutes étaient caractérisées par des mesures (très fortes dans certains États) conduisant à une **diminution** de la protection de l'emploi. Le principal argument avancé pour leur mise en œuvre était que *«rendre les licenciements plus faciles encouragerait les employeurs à embaucher des travailleurs en contrats à durée indéterminée, ce qui réduirait par là même le chômage et la segmentation du marché du travail»*[1].

Il n'y a pourtant aucune raison logique pour qu'il en soit ainsi. Bien au contraire, une moindre protection pourrait tout simplement conduire à plus de licenciements et à des conditions de travail moins garanties décourageant la formation et l'acquisition de compétences.

Déterminer quel effet est prépondérant demeure un sujet de recherches expérimentales à développer !

L'OCDE, un protagoniste de premier plan de la dérégulation de ces dernières années, a largement reconnu que les réformes augmentant la flexibilité et réduisant la protection des salariés pouvaient à long terme *«n'avoir au pire aucun impact ou un faible effet limité sur les niveaux d'embauche»*[2]. Elle cherche cependant encore quelques exemples qui pourraient confirmer son hypothèse de départ. Faute de mieux, elle souligne le cas de l'Estonie comme étant un exemple où la facilité des licenciements a conduit à un taux de chômage plus faible que ce qu'il aurait été

Mais cette étude ne prend pas en compte la structure économique du pays, les effets des fonds européens, ou l'accroissement de l'immigration…

Etudier les effets de la dérégulation de l'emploi demande une analyse détaillée des conditions particulières d'un grand nombre de pays, en prenant en compte autant que possible d'autres facteurs ayant un effet significatif sur l'emploi. C'est ce qui est fait pour neuf États membres de l'UE dans l'ouvrage *Mythes de la dérégulation de l'emploi* qui montre que la dérégulation n'a aucun effet significatif sur les créations d'emplois mais qu'**au contraire** elle provoque un accroissement du nombre de travailleurs précaires.

Jean-Pierre MON

1. Agnieszka Piasna and Martin Myant, *Les mythes de la dérégulation des emplois : comment elle ne crée ni emploi ni réduction de la segmentation du marché de l'emploi*, ETUI éd.

2. OCDE, *Perspectives de l'emploi*, 2016.

Nos vœux : ne pas se résigner !

En cette saison des vœux, c'est de tout cœur que nous souhaitons à nos lecteurs que l'année qui vient leur soit la plus douce possible. Mais nous ne saurions trop les encourager à garder les yeux ouverts pour lutter de toute leur force contre l'indifférence, face à la gravité de la situation du monde. Il faut que l'irresponsabilité des gouvernants cesse d'être favorisée par la résignation des gouvernés, que de beaux discours savent si bien séduire. Depuis plus de 82 ans, l'objectif qui a été fixé à *La Grande Relève* par son fondateur est de contribuer à éviter que les changements se fassent par la violence, que l'évolution nécessaire émerge de la réflexion, en montrant que la catastrophe est évitable à condition de gérer la planète d'une autre façon.
Depuis la révolution libérale du début des années 1980, l'oligarchie financière a mis la main sur le monde et condamné les gouvernements à la servir.
Il s'agit de faire comprendre comment fonctionne cette main mise, et ce n'est pas difficile.
On l'a bien vu, par exemple, à l'occasion de ce qu'on a appelé la "crise des surprimes" : les gouvernements ont choisi de sauver les banques responsables en faisant payer les contribuables et en imposant partout l'austérité, ce qui était pourtant stupide. Pourquoi ce choix ? Parce que ce sont les banques qui pilotent l'économie, leur faillite aurait donc entraîné le crash complet de toute l'économie mondiale.
On le voit au moins autant face à l'urgence de limiter le réchauffement climatique : rien de ce qui n'est pas financièrement "rentable" ne peut être entrepris, quels que soient les risques d'une telle inertie.
L'économie n'est donc pas au service des besoins humains, ce sont les citoyens qui sont mis au service de l'oligarchie qui décide de l'économie parce qu'elle tient la finance. Le résultat est dramatique puisque c'est maintenant la survie de l'humanité qui est menacée.
Pour s'en tirer, il est urgent que les citoyens se libèrent de cette main mise, qu'ils élaborent une vraie démocratie. Mais pour y parvenir, il faudrait qu'ils aient la sagesse de ne pas disperser leurs forces, de ne pas les épuiser en luttant toujours contre les effets qu'ils subissent et qui se multiplient à l'infini. C'est leur cause qu'il s'agit de bien cerner pour la supprimer. On ne vient pas à bout d'une maladie en faisant disparaître ses symptômes, mais en se concentrant sur sa cause.
C'est la racine du mal qu'il faut arracher, sinon il repousse, comme le chiendent !
Les mécanismes par lesquels la finance tient le monde ne sont pas très compliqués, mais ils sont soigneusement maintenus ignorés de tous ceux qui n'en profitent pas. Il suffit d'interroger autour de soi : pratiquement tout le monde croit que c'est la Banque Centrale qui crée toute la monnaie. Or c'est faux. La Banque Centrale ne décide que de la fabrication de la monnaie fiduciaire, soit moins de 10% de la monnaie sans laquelle personne ne peut vivre. L'essentiel, la monnaie scripturale, cette monnaie-dette irremboursable tant elle est gigantesque, qui asservit les peuples et leurs gouvernements, ce sont les banques et autres organismes de crédit, tous privés aujourd'hui, qui ont le pouvoir de la créer, et dans leur propre intérêt. C'est un privilège tellement incroyable que plus d'un économiste préfère mentir en le niant plutôt que devoir reconnaître qu'il est admis dans les théories qu'il professe.
Je garde espoir en voyant se multiplier, partout dans le monde, des familles, des associations, des groupes (SELS et monnaies parallèles, AMAP, etc.) qui cherchent quel autre monde est possible en entreprenant de vivre autrement. Leur souci premier est bien de vivre "proprement", à l'abri de la perversion du monde qui les entoure. C'est pour moi la preuve que l'humanité ne va pas se laisser condamner. Or pas un seul de ces groupes n'imagine que sa monnaie puisse être créée par un ou deux individus pour soutirer des intérêts. Tous ne voient dans la monnaie qu'un moyen de paiement, pas un outil pour spéculer, accaparer, s'enrichir au détriment des autres. Donc la spéculation financière est moins naturelle aux êtres humains que la coopération et on peut espérer une prise de conscience, par ces groupes, du dévoiement auquel la monnaie capitaliste a entraîné le monde, et que cette prise de conscience s'étendra du local au global.
À nous d'aider cette prise de conscience par l'actuelle (mais grossissante) minorité "hors norme". Par tous nos moyens et à tous propos, par nos réflexions, par des discussions avec nos proches, en intervenant dans des débats, en creusant nos méninges…
Voilà pourquoi je souhaite que *La Grande Relève* ait beaucoup de nouveaux lecteurs pendant l'année qui va commencer.

Marie-Louise DUBOIN

Un peu d'humour ne fait pas de mal, et l'humour noir peut aider à prendre conscience. Guy Gourévitch le manie avec autant de délicatesse que... de précision !

Bonnes nouvelles du monde

> *«Les optimistes pensent qu'à tout problème il y a une solution ; quant aux pessimistes, dès qu'il y a une solution ils ont un problème.»*
> Albert Einstein

«*Non, ce n'était pas mieux avant*», nous dit Johan Norberg, écrivain suédois ; «*Le monde va beaucoup mieux que vous ne le croyez !*», nous affirme Jacques Lecomte, psychologue ; et Steven Pinker, cognitiviste canadien, nous livre un essai sur le déclin historique de la violence dans le monde. Si on nous dit que le monde va bien, pourquoi en douter ?

De fait, la sous-alimentation dans la population mondiale est tombée de 50 % en 1946 à 11% aujourd'hui ; 2 milliards de personnes ont été libérées de la faim au cours des 25 dernières années (rapport FAO 2015).
Selon la Banque Mondiale, l'espérance de vie est passée de 50 à 70 ans, entre 1950 et 2010. En 1960, 25% des enfants nés dans les pays à revenu «*faible et intermédiaire*» mouraient avant l'âge de 5 ans, contre 3,5% en 2015. Et entre 1981 et 2015, la population vivant avec moins de 1,9 $ par jour est passée de 44,3 % à 9,6%.

Tout irait donc bien, mais on ne s'en aperçoit pas.
Car bizarrement, nous sommes la plupart du temps pessimistes. Serait-ce atavique ?

Tommaso Bertolotti, philosophe, a réfléchi à la question de notre addiction aux aspects négatifs : «*Réagir rapidement à une mauvaise nouvelle* [donc à un danger immédiat, ndlr] *a permis à nos ancêtres de survivre. Cela nous a rendus plus attentifs à ce qu'il y a de mauvais. C'est aussi lié à la façon dont on pense : nous avons naturellement besoin de résoudre des problèmes ; ce qui est anormal nous intéresse plus que ce qui est normal. Et plus l'anomalie est grande, plus elle nous intéresse.*»
Parallèlement, il existe un ressort collectif : «*La mauvaise nouvelle rassemble, et nous permet de nous constituer comme communauté contre un coupable* [exemple : les attentats terroristes et les réactions de masse qu'ils suscitent, ndlr]. *On peut aussi y charger nos malheurs quotidiens : je ne trouve pas d'emploi, mais je reste attentif aux médias parce que cela me permet de relativiser ma situation*» [les médias ne sont donc pas si optimistes, ndlr].

Nous résumons : ceux qui pensent que le monde va dans le mur, voient les choses négativement. Car il n'y a pas de problème réel, il n'y a que des perceptions de problèmes, plus ou moins vraies selon le degré de culture et de lucidité de celui qui perçoit. À l'instar de la physique quantique - quelle référence ! - ce serait l'observateur qui perturberait le phénomène.
Revenons un instant à notre niveau macroscopique, et essayons de rester objectifs.
L'amélioration de l'espérance de vie et la chute de l'extrême pauvreté au cours du dernier siècle, sont des faits avérés. Certains nous diront que c'est grâce au capitalisme, d'autres grâce à Jésus, à Allah, à l'ère industrielle, aux technologies numériques, mais au fond, peu importe : nous avons là des motifs de profonde satisfaction, et c'est déjà beaucoup.

Simplement, on peut se demander **quel prix nous avons payé ces progrès**.

Le 2 août dernier, nous avons consommé la totalité des ressources naturelles reproductibles, produites cette année par notre planète. Cet intéressant détail a laissé la quasi-totalité de l'opinion publique indifférente. Il est vrai qu'il a été occulté par l'arrivée de Macron à l'Elysée, par celle de Neymar au PSG, et par les «*Trump's twits*» !
Et pourtant…
Nous vivons à crédit et nous entamons - désor-

mais six mois sur douze - le capital vital de notre planète. Cette information devrait interpeller au moins nos "*responsables*", nos philosophes et nos cogniticiens éclairés, car nous avons là un fait observable, mesurable et surtout planétaire : car pour une fois, il n'y a aucun groupe humain particulier à incriminer : ni les migrants, ni les arabes, ni les juifs, ni les noirs, ni les femmes. C'est ennuyeux.

Au nom du positivisme et de l'anthropomorphisme, nous pourrions considérer que se poser des questions autour de ce simple fait relève d'un problème psychologique, ou de la nature optimiste ou pessimiste de celui qui la pose.
Et nous pouvons généraliser. Par exemple, une personne non angoissée doit pouvoir trouver normal que les États-Unis détiennent de quoi détruire trente fois la planète, puisque ce pays est là pour nous protéger. Il n'y a pas à s'inquiéter du fait que le curieux personnage qui en est le Président ait le doigt sur le bouton nucléaire, car ce brave homme est entouré de gens compétents : ils ont, pour la plupart, réussi dans la spéculation immobilière.
De toute manière et pour faire bonne mesure, les dirigeants russes, indiens, pakistanais, israéliens et coréens du Nord sont des gens reconnus comme calmes, responsables, ayant leurs gâchettes nucléaires totalement sous contrôle.

Arrêtons un instant ces préoccupations d'individus compulsivement inquiets, et laissons-nous un peu vivre, dans notre monde en lequel j'ai toute confiance, surtout pour l'avenir de mes petits-enfants.
Quelques exemples rassurants.
La numérisation généralisée amène à la concentration, entre les mains de quelques intérêts privés, de volumes incommensurables de données personnelles et collectives. Certains, tels Natacha Polony, voient même là les prémisses d'un «*totalitarisme mou*».
Que voulez-vous ? Qu'on arrête le progrès ?
D'après nos spécialistes agronomes, la planète pourrait nourrir sans problème douze milliards d'humains, pour peu qu'on sache optimiser l'utilisation des sols. À supposer même que ce soit possible - ce dont on peut douter avec le réchauffement de la planète et la diminution inexorable de la surface des terres cultivables - il faudrait également loger, éduquer, soigner, transporter, ces douze milliards d'individus. Comme avec nos 7,5 milliards actuels, nous avons déjà besoin de 1,7 planète, faites le calcul, c'est (pour le moment encore) à la portée d'un enfant de 10 ans.

Bonne nouvelle, la construction européenne va bien. La preuve, un grand tiers de son budget reste consacré à subventionner une agriculture intensive, polluante et industrielle, qui contribue également à ruiner quelques millions de paysans ailleurs, ceci en vertu du principe de concurrence libre et non faussée.
Autre preuve de pragmatisme, particulièrement élégant : l'Europe paie un pays non européen pour stocker les migrants dont elle ne veut pas chez elle.
Certainement en vertu du respect des droits de l'homme.
Nos laboratoires pharmaceutiques étant des sociétés à capital privé, ils sont contraints de travailler sur les produits les plus rentables pour une clientèle solvable, avant de fabriquer ceux dont la majorité de la population terrestre aurait besoin ; jusque-là, rien à redire.
Mais la nécessaire vitesse de mise sur le marché, implique - de temps à autre - quelques conflits d'intérêts dans les organismes publics de contrôle, ce qui fait que des produits toxiques peuvent être distribués dans les pharmacies.
Seuls les pessimistes voient là de quoi s'insurger, les optimistes notent que tout ceci reste exceptionnel.

Pour se détendre un peu, on pourra trouver amusant que le budget dépensé dans le monde pour les croquettes vitaminées, les os en caoutchouc et les soins capillaires de nos amis chiens et chats, soit à peu près dix fois supérieur à celui consacré à la lutte contre la malnutrition humaine.
Quand on aime, on ne compte pas.
Tout le monde sait ce que permet aujourd'hui les réseaux de communication à grande vitesse : le volume - journalier - des transactions spéculatives monétaires est égal à environ vingt fois les fonds nécessaires annuellement à la construction d'écoles pour l'ensemble des enfants des pays à revenu «*faible et intermédiaire*», comme on dit dans les rapports.
Heureusement, quelques centaines de milliards d'euros ont été rapidement versés par les États aux banques quand elles étaient au bord de la faillite. Celles-ci ont pu ensuite exiger que les États leur remboursent, avec intérêts, ce qu'elles leur avaient prêté avec l'argent qu'elles avaient reçu.
Si vous n'avez pas bien suivi, on vous explique : c'est ce qu'on appelle l'économie circulaire. Grâce à l'économie circulaire, nos populations se trouvent endettées sur deux ou trois générations ; elles apprennent qu'il ne faut pas consacrer leurs impôts à l'éducation des enfants, à la protection sociale ou aux retraites, mais à supporter les crises financières.

Il serait en effet regrettable que les effets systémiques de ces crises puissent détruire un modèle économique aussi efficace.

Jusqu'à quand, jusqu'à quelle limite faudra-t-il aller pour que les philosophes (nouveaux évidemment), les écrivains, les scientifiques, les universitaires, les artistes de toutes origines, de tous pays, de toutes disciplines, se réveillent ?
Jusque-là écoutés dans leur rôle de penseurs à contre-courant, de contestataires, de "lanceurs d'alertes", de créateurs, ils en sont aujourd'hui réduits à affirmer que notre siècle est quasiment un âge d'or, et à constater, bras ballants, qu'il n'y a rien d'autre à faire que de poursuivre un modèle de développement, dont on pourrait multiplier à l'infini les exemples qui en montrent l'absurdité.
Et plus dramatique encore, on vient nous affirmer que le fait de dénoncer ces situations ubuesques, relève d'un pessimisme atavique ou d'une «*phénoménologie cognitive*» [dans le texte, ndlr].
Nous sommes devant un néant de pensée, un désert d'imagination. En panne d'inspiration, nous n'avons plus d'horizon, d'alternative créatrice, nous vivons un "grand sommeil", une impuissance absolue devant le tsunami de la démographie, la quantification de tout, y compris des valeurs les plus élémentaires, la concentration extrême du pouvoir entre un petit nombre d'individus, se situant hors de tout contrôle, et aux moyens désormais illimités.
Alors, comme les Grecs anciens, mais avec moins - beaucoup moins - d'intelligence et de poésie, nous nous tournons vers les dieux, anciens ou nouveaux. Selon les effets de mode, nous pouvons citer le Messie, les Marchés et leur main invisible, les Oméga 3, le Djihad, et bien sûr la Technologie.
Avec le dieu Technos, (TechdéCONnos dirait Généreux), tout est permis. Pour résoudre nos problèmes, qui n'en sont pas, nous allons créer des robots, des "cyber-humains" artificiellement intelligents - on en a besoin - des poissons à croissance rapide, du soja résistant à tout, même à ce qu'on ne veut pas, des détecteurs de terroristes avant qu'ils ne le deviennent, et des fétus programmés pour donner des bébés conformes à ce que papa et maman avaient spécifié à l'usine-clinique.
Des traceurs numériques connaitront vos goûts et vos habitudes mieux que vous-mêmes, réalisant ainsi un vieux rêve commercial : vous faire acheter ce que vous êtes supposés aimer, avant même que vous en ayez envie. Lisez plus lentement, vous verrez, ça fait peur.
Un des candidats à la dernière élection présidentielle en France, (on a oublié son nom, c'est dommage) avait axé tout son programme, toutes les ressources disponibles, sur l'exploration et la découverte de l'Espace. En somme, il préconisait d'aller voir ailleurs, plutôt que de continuer à se regarder le nombril pour savoir comment nous détruire au mieux.
Aller voir ailleurs, penser autrement … Ce que finalement l'Homo Sapiens, depuis son apparition quelque part en Afrique de l'Ouest, a toujours fait.
On l'avait oublié.

Guy GOURÉVITCH

Avancée dans les négociations pour le Traité sur les Sociétés Transnationales

Les grands médias sont très discrets à propos de la campagne mondiale qui est menée pour revendiquer la souveraineté des peuples, démanteler le pouvoir des sociétés transnationales (STN) et mettre fin à leur impunité. Elle regroupe pourtant 200 organisations de la société civile à travers le monde.
Le Centre Europe Tiers Monde (CETIM) est une de ces organisatons, et c'est par lui que nous avons appris que le groupe de travail intergouvernemental du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, chargé d'élaborer un traité contraignant sur les STN, est entré dans le vif des négociations au cours de sa dernière réunion qui a eu lieu à Genève, du 23 au 27 octobre dernier.
De tous les continents, 130 délégué-es y étaient venus faire entendre leurs revendications, se focalisant sur les obligations des STN et des États en matière de droits humains, notamment sur la responsabilité des STN aux plans administratif, civil et pénal. Les débats ont porté en particulier sur la question juridique, sur l'accès à la justice pour les victimes des STN, sur la coopération internationale et la mise en place d'une Cour internationale pour le respect des droits humains par les STN…
Malgré «les tentatives obsessionnelles d'obstruction de l'Union européenne», le processus est en marche : deux cents parlementaires, répartis dans 20 pays, se sont engagés à le soutenir, dans une déclaration faite à l'issu d'un Forum parlementaire. La présentation du projet de Traité est prévue en octobre prochain.
Le CETIM est cheville ouvrière dans la participation des représentant-e-s des mouvements sociaux et communautés affectés au Groupe de travail de l'ONU. *La Grande Relève*, qui a maintes fois déjà signalé son activité et ses publications, invite ses lecteurs à soutenir cette association dont voici les coordonnées :

CETIM Rue Amat 6, 1202 Genève, Suisse.
contact@cetim.ch Tél. +41 (0)22 731 59 63 Fax +41 (0)22 731 91 52

La Grande Relève s'est rarement penchée sur la question pourtant cruciale des réfugiés. Pour ce faire j'aurais pu rédiger un long texte didactique analysant les raisons politiques, écologiques et économiques de ces migrations. J'ai opté pour une fiction très courte qui fait plutôt appel à la part d'humanité du lecteur face à la détresse des personnes déplacées contre leur gré. J'ai voulu rappeler qu'au chaos et à la misère qui règnent dans les pays pauvres du sud correspondent symétriquement, dans les pays riches, des processus démocratiques de basse intensité, la grande médiocrité de décideurs plus ou moins bien élus, l'aliénation du plus grand nombre. Et pourtant un espoir demeure comme une flamme vacillante…

Bernard Blavette

Un rêve…

Comme toujours, ils sont arrivés un peu avant l'aube. Plusieurs cars de policiers bourrés d'hommes harnachés pour la lutte anti-terroriste. Ils ont pris l'escalier d'assaut, enfoncé la porte, terrorisé les enfants, saccagé l'appartement. Certains disent qu'il faut les comprendre, qu'ils ne font qu'exécuter les ordres, que leur métier est difficile, que les dépressions et les suicides, parmi eux, ne sont pas rares. Peut-être. Cependant pourquoi tant de zèle à humilier et à détruire ?

***

Il faut dire que quelques jours auparavant ma compagne et moi avions enfreint la loi. Nous rentrions par une de ces soirées glaciales où le mistral souffle en rafales et c'est alors que nous les avons vus, là, debout au coin de la rue. Des réfugiés sans aucun doute, un couple et un enfant, un garçonnet aux yeux immenses qui semblait se demander pourquoi il avait été jeté dans cet univers absurde. Ils ne mendiaient pas, ne demandaient rien, ils attendaient simplement, on ne savait quoi. Je pouvais aisément imaginer leur désarroi, confrontés à un pays dont ils ne connaissaient presque rien.

Décidemment l'histoire ne progresse pas, elle tourne en rond. Rappelons-nous la traite négrière, ces africains hébétés débarquant sur un continent inconnu ; ces paysans anglais du XIXème siècle chassés de leurs terres et forcés de venir travailler dans les premières manufactures industrielles dont ils ignoraient tout… Alors la désorientation, l'isolement, accroissent la détresse, rendent illusoires toutes tentatives de rébellion.

Avec les désordres écologiques qui se profilent, et dont les pays riches sont largement responsables, ces migrations pourraient devenir gigantesques, impossibles à contrôler, aucun mur, aucune armée ne pouvant arrêter ces immenses mouvements de femmes, d'hommes, d'enfants terrorisés, affamés…

Comme tant d'autres fois, nous aurions pu détourner le regard et passer notre chemin, nous aurions pu aussi tranquilliser notre conscience en appelant un quelconque SAMU social qui, au mieux, les aurait dirigés vers un de ces camps de réfugiés de sinistre mémoire que nous avons la faiblesse de laisser s'installer à nouveau sur notre sol.

Mais voilà ce soir-là c'était impossible, tout simplement impossible. Peut-être avions nous, sans le savoir, atteint ce point de non-retour qui implique un basculement dans la révolte face à l'inacceptable. Nous les avons amenés chez nous et, en leur ouvrant la porte de notre grande chambre d'amis, j'ai pensé que, dans leur pays, il était probable que 8 ou 10 personnes puissent y loger. Et puis nous avons ouvert le frigo, sorti ce que nous avions de meilleur, mais ils n'ont grignoté que du bout des lèvres comme si cette abondance soudaine n'était pas pour eux. La conversation était difficile mais nous avons compris qu'ils venaient de l'un de ces pays en proie à ces guerres éternelles sans but et sans espoir, peut-être la préfiguration de notre propre futur.

Dans leur regard, du soulagement et de la reconnaissance, mais aussi une pointe d'ironie face à la gêne que les nantis éprouvent en présence de la détresse d'autrui.

Le lendemain, ils ont dormi presque jusqu'au soir et nous avons dîné face à un superbe coucher de soleil sur cette mer qui avait pourtant englouti tant de leurs semblables.

Mais dans notre résidence, les voisins ont peur de tout ce qui est étranger, de ce qui est différent. Les appartements sont protégés par de multiples codes et caméras, alors il est fort probable que nous ayons été dénoncés. Car la loi de notre belle, grande et généreuse République interdit de porter assistance à des réfugiés en situation irrégulière…

● ● ●

Les policiers nous ont poussés sans ménagement dans l'escalier, mais, en arrivant sur le trottoir, l'étrangeté m'a sauté au visage, comme si nous avions pénétré dans un autre univers. Une foule était là qui refusait de se disperser et grossissait de minutes en minutes. Pas trace d'agressivité ou d'insultes, mais simplement une détermination muette et obstinée. Décontenancés, les policiers ont fait mine d'utiliser leur arsenal, la foule a répliqué par un feulement de tigre en colère, ils n'ont pas insisté. On nous a poussés dans un car mais impossible de démarrer, les forces de l'ordre n'allaient tout de même pas foncer dans la foule comme de vulgaires terroristes.
Le face à face s'est prolongé, c'était maintenant une multitude, une insurrection tranquille à l'échelle d'une ville de plus d'un million d'habitants. Le commandant de gendarmerie était pendu au téléphone, demandant des instructions, des renforts. On lui a répondu que les décisions appartenaient maintenant au ministre, voire au Président lui-même. Ce jeune Président qui avait soulevé chez certains un vague espoir, mais la jeunesse ne prouve rien. Cette «belle gueule» n'était en fait qu'un emballage marketing bien conçu, recouvrant un esprit racorni de vieillard, tout entier tourné vers le passé, les vieilles ficelles de la politique, la défense acharnée des privilèges, incapable de concevoir une vision de l'avenir susceptible de réveiller, de redonner l'espoir au plus grand nombre, de stopper cette course à l'abîme dans laquelle nous sommes engagés.

Le face à face semblait sans issue lorsque brusquement tout le monde a levé le nez, tendu l'oreille. Là-bas au loin, très loin, une rumeur presque imperceptible tout d'abord, mais qui enfle crescendo. Oui, maintenant on distingue une mélodie étrange qui rappelle un peu ce «Chant des partisans» de la deuxième guerre mondiale «*Ami entends-tu le vol noir des corbeaux sur nos plaines ? //Ami entends-tu…*». Comme une vague déferlante les voix se multiplient jusqu'à n'en plus faire qu'une, les premiers rangs qui nous entourent chantent maintenant à pleine gorge. Une ville entière qui chante en plein cœur de l'hiver. Il m'a semblé alors que le souvenir de Jean Moulin et de tous ces résistants qui ont su dire NON flottait parmi nous.
Nous sommes descendus du car et la foule s'est avancée, nous a entourés, protégés, et bientôt policiers, étrangers, prisonniers, nous ne faisions plus qu'un avec eux tous.
Alors j'ai levé les yeux et j'ai contemplé l'impossible : en ce milieu de janvier les grands platanes étaient soudain revêtus d'un feuillage luxuriant, des oiseaux, des écureuils sautaient de branches en branches, comme si tous ces compagnons non humains auxquels nous prêtons chaque jour si peu d'attention, que nous maltraitons si souvent, souhaitaient s'associer eux aussi à cette renaissance...

Je me suis réveillé le cœur battant, submergé par un sentiment de solitude, de perte, d'abandon. Dehors tout est gris, les foules s'engouffrent dans les bouches de métro, en route vers leur aliénation, leurs chaînes, leur soumission volontaire…
Mais quelle est donc cette force qui parfois nous étreint, nous envoie ces rêves «étranges et pénétrants[1]» qui nous poussent vers d'autres niveaux de conscience et de sensibilité ouvrant ainsi la porte à un monde différent ?
Peut-être une étincelle enfouie au plus profond de chacun d'entre nous, que nous étouffons sans cesse, mais qui, pourtant, cherche obstinément à s'épanouir.

Bernard BLAVETTE

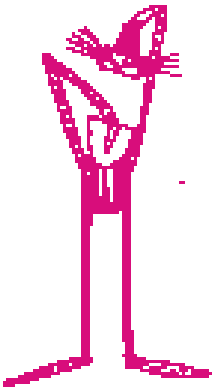
1. Termes utilisés par Paul Verlaine dans l'un de ses plus beaux poèmes : *Mon rêve familier*.

La plus grande manifestation européenne pour la défense et le droit d'asile des émigrants s'est tenue dans les rues de Barcelone, le 18 février dernier, à l'appel de la plateforme catalane "*Casa Nostra, Casa Vostra*"(=«*Notre maison est votre maison*»)* qui regroupe plus de 700 associations. Une marée humaine d'un demi million de personnes brandissait des pancartes où l'on pouvait lire "*Assez de discours, accueillons maintenant*". Des drapeaux de la couleur de la mer dans laquelle ont péri tant de candidats à l'émigration dans l'indifférence des pays qui composent l'Europe ont parcouru les rues du Centre jusqu'à la Méditerranée, pendant des heures. Ces manifestants de tous âges exigent de leurs gouvernants qu'il agissent, et tout de suite. Une semaine auparavant, un concert historique donné par une cinquantaine d'artistes chantant haut et fort «*Nous voulons accueillir les migrants*» avait rempli le palais Saint Georges.
Que demande donc "*Casa Nostra, Casa Vostra*" ? — De simples mesures de bon sens : le droit à l'émigration et le droit d'asile, le droit à la santé et au logement, le droit à l'enseignement et au travail, un droit pour l'enfance et la protection des mineurs, le droit à la participation à la vie publique, le développement d'une culture de paix et de justice, un combat contre les discours de haine et les pratiques xénophobes. Nous sommes convaincus, disent ses responsables, que si on met en œuvre toutes ces propositions, nous construirons une terre d'accueil dans laquelle les migrants et les réfugiés deviendront des citoyens jouissant des mêmes droits, des mêmes conditions que le reste de la population.

traduit du journal *Sin Permiso*, du 19/2/2017.

* Voir https://www.casanostracasavostra.com/que-demanem

La maintenance des services publics étant encore menacée par les diminutions d'impôts, ***Michel Berger*** *évoque l'idée que le gouvernement pourrait prendre une mesure simple, qui lui donnerait une certaine marge de manœuvre financière…*



Alors, que faire ?

Les programmes gouvernementaux appellent toujours des critiques et celui d'E. Macron n'y échappe pas. En proposer d'autres est une tout autre affaire. Les contestataires ne manquent pas, ils s'affairent sans répit à «*lutter contre*» les oligarchies, les paradis fiscaux, les injustices, les inégalités, le capitalisme. En revanche «*agir pour*» est plus rare et difficile. Et pourtant les images d'un monde futur prolifèrent, les médias en sont pleins et elles sont rarement radieuses. Certains supposent la destruction préalable du capitalisme, pour d'autres, l'accumulation par petites touches de réformes successives conduirait plus sûrement, au bout du chemin, à sa disparition.

Ce dilemme est celui du choix entre révolution et réforme. La première ramène le plus souvent à la situation initiale, c'est même l'étymologie du mot, une nouvelle oligarchie en remplace une autre, on a vu ainsi le capitalisme bourgeois succéder à l'aristocratie courtisane.

À l'inverse, les réformes progressives donnent le temps aux pouvoirs en place de s'adapter. Le capitalisme a toujours profité de son immense pouvoir de récupération pour sortir à peu près indemne de toute tentative sérieuse d'élimination. Mais la pression réformiste continue, engagée depuis la fin du 19ème siècle, l'a tout de même sensiblement humanisé, les conquêtes sociales n'ont pas été vaines. C'est lorsque cette pression s'endort que le capitalisme relève la tête et peu à peu regagne du terrain. C'est la situation dans laquelle nous sommes.

La jeunesse d'Emmanuel Macron avait laissé espérer la mise en place vigoureuse d'un mécanisme réformateur apte à bousculer nos institutions libérales. Déception !

Mais que proposer d'autre si on était à sa place ?

Entendons nous bien : les élites compétentes en histoire, en économie, en analyse politique, contesteront et même ridiculiseront facilement des propositions qui n'émanent pas d'elles. Mais comme chacun sait, les grandes inventions ont été le fait d'inventeurs qui ignoraient qu'elles étaient impossibles ! Alors une certaine méconnaissance des doctrines économiques peut être un atout pour imaginer des propositions qui paraîtront naïves et utopiques aux yeux de ceux qui savent. Le bon sens populaire pourrait cependant les approuver, voire même, si on est optimiste, les imposer.

Alors, par où commencer?

Par la réforme du système bancaire, pourquoi pas ?

Ce ne serait, bien sûr, qu'un premier pas, a priori mineur, mais les banques sont les piliers de notre organisation économique. Elles ont sur le monde productif, sur les États et sur chacun d'entre nous un pouvoir occulte auquel nous nous sommes petit à petit habitués, au point de le trouver naturel.

Elles maîtrisent les prêts aux industriels et aux particuliers, elles ont la capacité de fabriquer de la monnaie, de la faire circuler dans le monde entier, de l'orienter au bon plaisir des plus riches. Elles sont tout juste contraintes par un ensemble de règles sur lesquelles les États ont bien du mal à s'accorder et qu'ils peinent à faire observer. Elles échappent en grande partie aux contrôles démocratiques.

Une tentative de leur nationalisation a bien été faite en 1981, mais sans la conviction nécessaire pour éviter les débordements et les malversations.

Il y avait cependant, et cela demeure vrai, un grand intérêt à soumettre les transactions monétaires au contrôle de l'État. Pour lui, c'est la seule manière de maîtriser les manipulations d'argent, de limiter les enrichissements sans cause, de réduire la tendance des flux monétaires à toujours aller dans le même sens, des plus pauvres vers les plus riches. Et si l'on ne peut empêcher les banques de drainer de l'argent vers les propriétaires du capital, alors autant qu'il soit celui de l'État.

Mais faut-il pour autant nationaliser toutes les grandes banques comme en 1981 ? La solution est coûteus… Le contrôle de l'État, à l'époque où il fut tenté, lui a surtout permis d'utiliser des facilités bancaires à des fins politiques.

Les conséquences ne se sont pas fait attendre, le Crédit Lyonnais a été l'exemple coûteux des difficultés qu'a eues l'État pour surveiller les ● ● ●

agissements dangereux de la banque. Cette expérience négative ne signifie pas pour autant que l'intervention du secteur public ne soit pas politiquement possible et économiquement judicieuse, pourvu que l'on s'en donne les moyens.

Il exste une banque publique en France

Que se passerait-t-il si on décidait d'ouvrir la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC) à tous les particuliers ? Certes les banques privées hurleraient à la concurrence déloyale ; il faudrait donc rompre des accords dont on suppose qu'ils interdisent l'ouverture de la CDC au public.
Ce statut particulier arrangerait tout le monde, la Caisse n'aurait pas besoin d'ouvrir des agences locales et les banques resteraient maîtresses de leurs interventions sur les économies privées.
Cependant, chaque crise fait resurgir la crainte qu'elle devienne "systémique" et aboutisse, par effet domino, à la déconfiture des banques. Tout a, bien sûr, été fait pour donner un minimum de garanties aux comptes de dépôts, mais si les plus modestes sont à peu près sécurisés, il n'en est pas de même pour les autres, et une crise grave mettrait en péril une grande partie de notre économie. L'État serait alors obligé d'intervenir, mais beaucoup de clients des banques privées seraient perdants.
À l'inverse, les comptes ouverts à la CDC seraient mieux protégés par la garantie de l'État. Nul doute alors qu'en cas d'ouverture au public, on assisterait assez vite à un transfert vers la CDC des comptes de particuliers ouverts dans les banques privées.
Ce coup de pied brutal dans la fourmilière financière pourrait être accompagné de mesure de coopération entre les banques et l'État, car il n'y a aucun intérêt à éliminer tous les services que procure une implantation locale, même si internet et le développement des banques virtuelles les rendent de moins en moins utiles.
Des accords entre le circuit privé et la CDC permettraient de conserver un service efficace au public, tout en assurant le contrôle du système bancaire.
Les bénéfices en seraient limités et très encadrés avec, comme conséquence probable, une diminution notable de leur valeur boursière.
Le rachat total ou partiel des banques privées par la CDC pourrait alors être envisagé progressivement sans endetter outre mesure l'État.
Qu'attendre de cette mesure ? Plusieurs effets : Tout d'abord la mise à disposition du pouvoir politique d'une masse d'épargne privée. Donc des possibilités d'investissement **dans** le secteur public : infrastructure, enseignement, santé et, pourquoi pas, aussi dans le secteur privé, comme la Caisse des Dépôts le fait déjà. À un moment où les problèmes de logements sont loin d'être résolus pour tous, l'augmentation des financements dont dispose la CDC ne peut qu'être favorable.
Nous sommes dans une situation où l'épargne privée, considérable, jongle avec une multitude de produits financiers, de biens spéculatifs, souvent expatriés par les banques elles-mêmes dans des paradis fiscaux, au détriment des investissements utiles, que ce soit dans le domaine public ou dans les entreprises.

Comment rénover les industries françaises ?

La France doit faire face à une transformation de son système de production industriel. Les milieux dirigeants qui gèrent les grandes entreprises se repaissent dans la digestion de gros dividendes, sans s'être aperçus que le monde changeait. Ils se plaignent du rôle contraignant de l'État, en oubliant qu'aux grandes époques de progrès économiques et sociaux, la collectivité jouait un rôle éminent. Il fut un temps où beaucoup de grandes entreprises étaient entre les mains de l'État.
La royauté n'hésitait pas à créer des monopoles publics. Les arsenaux, les fabriques de drap, les forêts, les mines, les routes, les ponts, étaient publics. Services et industries que les privatisations successives ont confiés au secteur privé. Contrairement à une opinion répandue, celui-ci ne gère pas mieux les entreprises que ne le faisaient autrefois les grands commis de l'État. Les grandes écoles, devenues un club privé, voire une caste impénétrable, avaient été créées pour les former. Malheureusement ces «*serviteurs de l'État*» sont maintenant pour la plupart installés confortablement aux sommets hiérarchiques des entreprises privées…
Il faut dire à leur décharge que le secteur public n'existe presque plus. Et pour ce qui demeure encore des services publics, l'essentiel de leurs obligations est souvent sous-traité au secteur privé dans des conditions souvent scandaleuses (partenariats public-privé).
En France, la main mise du pouvoir managérial sur les options techniques a fragilisé beaucoup de grandes industries. Comme l'objectif premier des actionnaires est de valoriser le capital boursier aux dépens de l'excellence des fabrications, le retard de la France est expli-

cable. En témoigne, entre autres, son faible taux de robotisation, très inférieur à celui de nos concurrents mondiaux.
Il est nécessaire de renouveler le patrimoine industriel français, mais il est impossible de compter pour cela sur les milieux capitalistes, beaucoup trop pusillanimes pour y parvenir. Pour eux, leur survie est seulement conditionnée à l'allégement des charges sociales et à la flexibilité du travail : accordez-nous ces quelques avantages et tout ira bien !
Or nous sommes à l'aube d'une mutation du système de fabrication d'objets matériels, entraînée par le développement du numérique. La robotisation marque l'achèvement d'une époque industrielle ancienne et périmée et non l'orée d'une nouvelle. Nous avons pris un retard évident dans cette dernière étape, mais l'erreur serait de vouloir le combler à tout prix, car cette pratique industrielle est sans avenir. Elle demeurera encore un certain temps, et disparaîtra à terme.
Il est donc beaucoup plus judicieux d'en favoriser une autre, que l'on voit poindre et qui prendra tout son essor dans les prochaines décennies. À nous de ne pas rater le train, comme nous en avons tristement l'habitude… Souvenons-nous que l'ordinateur individuel n'existait pratiquement pas dans les années 1970, or il a été inventé par des Français, et il est maintenant répandu dans le monde entier sans que nous en ayons la moindre part dans leur fabrication.
Cette nouvelle étape sera marquée par une transformation des processus de fabrication d'objets. Jusqu'à présent, les machines outils fonctionnaient par soustraction de matière, à l'aide d'outils connus : perceuses, tours, fraiseuses ; alors que les nouvelles pratiques utilisent le principe dit (faussement) "imprimantes 3D " : il permet de fabriquer des objets non par soustraction, mais par addition de matière.
La robotisation des industries existantes a permis une augmentation considérable de la productivité et, partant de là, une réduction drastique des besoins de main d'œuvre, mais le principe de fabrication est resté le même.
Au contraire, le processus par apport de matières amène un changement complet de paradigme. La France n'est pas en retard dans cette évolution. Le dynamisme des petites entreprises est encourageant. Pour la première fois, depuis des années, le nombre d'activités industrielles créées en France en 2017 a dépassé celui des fermetures.

L'État peut encourager ce dynamisme de plusieurs manières, soit en prenant des participations dans des entreprises, soit en aidant certaines formes d'organisation comme les coopératives ouvrières. Ou encore en créant des entreprises publiques au service de tous, destinées à la fabrication d'objets conçus par chacun d'entre nous, avec le soutien de logiciels de création chargés d'intelligence artificielle.
Ce processus de fabrication permettra en outre de rapprocher dans l'espace la conception, la fabrication et l'usage. Ceci au bénéfice d'une réduction des besoins de transports.
Il limitera en plus l'exigence de matière première, et les unités de fabrication devenues polyvalentes permettront d'éviter le carrousel infernal grâce auquel le moindre objet industriel fait le tour du monde en pièces détachées avant d'être assemblé et vendu.

Est-ce la fin des emplois et du salariat ?

Reste que ces nouvelles formes d'industries ne seront pas créatrices de nombreux emplois. Mais cette réduction des besoins en heures de travail, à production égale ou même croissante, ne doit pas être interprétée comme une fatalité négative. Au contraire, elle laissera à chacun d'entre nous la possibilité d'exercer des activités plus créatives que le travail dépendant (représenté surtout par le salariat).
De multiples auteurs ont déjà développé cette mutation et elle est dans l'air du temps. Pour les lecteurs de *La Grande Relève* elle est connue depuis près d'un siècle, puisque c'est en grande partie l'origine de notre revue. Mais cette idée de la "fin du travail" est combattue par ceux qui estiment que l'emploi, toujours libérateur, est le seul créateur du lien social !

Mais si le travail n'est plus le moyen, ou du moins le seul, pour créer des richesses, il ne peut plus servir d'étalon pour les répartir!

Un partage strictement égalitaire est à peu près impossible. Mais actuellement il est fondé sur un mythe qui voudrait que plus on participe à la création de richesses plus on a le droit d'en profiter. Inutile de s'étonner si ce mythe n'a plus aucune réalité, contourné qu'il est, en permanence, par le capitalisme et l'idéal du profit !
Le revenu universel (ou d'existence) est donc un moyen de nous libérer en partie du travail dépendant dont le principe devrait nous apparaître dans le futur inacceptable. Car la dépendance entre êtres humains est de moins en moins tolérée. La forme la plus insupportable, celle de l'esclavage, est maintenant unanimement réprouvée. Et ce n'est pas un hasard si une autre forme de dépendance, celle des hommes sur les femmes, fait brusquement l'objet d'une condamnation violente dans nos sociétés occidentales.

Le salariat, qui représente la majorité des emplois dans notre système économique, échappe encore à la réprobation croissante de la dépendance, mais il est probable qu'il n'en sera plus de même dans l'avenir.
Le revenu universel est souvent considéré comme utopique. Sa nécessité s'imposera pourtant lorsque les emplois du système marchand auront en grande partie disparu.
Contre le revenu universel, on invoque aussi souvent «*la valeur travail*», alors que dans les nouvelles formes de création de richesses, le travail bénévole et créatif prendra de plus en plus le relais du travail contraint.
Mais faut-il le rendre universel ? Cela peut choquer, mais c'est nécessaire si on veut éviter la discrimination entre ceux qui reçoivent et ceux qui donnent. Discrimination qui mine la solidarité du corps social.
Si tout le monde reçoit la même attribution, il n'y a plus les assistés et les autres.

L'autre argument opposé au revenu universel porte sur son coût. Mais si on raisonne non pas en terme monétaire mais plutôt de création de richesses, il n'y a pas de raison que celles-ci s'amenuisent avec le revenu universel.
Donc c'est une question de répartition pour que tous aient la possibilité de vivre sans être exclus du corps social par le chômage et l'absence de ressources.
Certains craignent que l'inaction et la paresse se généralisent. On peut penser au contraire que la sécurité donnée à tous favorisera le travail créatif, utile, et générateur de lien social.
Pour l'État, la mise en œuvre du système permettrait de supprimer progressivement toute la panoplie des aides et allocations.

Avec le revenu universel on ne ferait que revenir à la situation de l'humanité lorsque l'espace de la terre, l'eau, l'air et la collecte des ressources de la nature, à l'époque inépuisables, étaient à la disposition de tous sans discrimination. La privatisation de tous les biens communs les a soustraits à une partie croissante de la population du monde.
Peu de ces ressources naturelles sont encore gratuites : on paie pour s'abriter du froid, du vent, de la pluie, du soleil, pour se nourrir, se vêtir, boire simplement de l'eau. Reste encore la possibilité de respirer gratuitement, en attendant que la pollution de l'air nous oblige à vivre en permanence avec un masque à oxygène, qu'il faudra, bien sûr, acheter.
Alors dans un monde où tout s'achète, disposer d'un minimum vital est un simple retour à ce que nous dispensait à l'origine, à tous et sans restriction, notre terre nourricière.
Celle que nous nous ingénions avec inconscience à faire disparaître.

Michel BERGER

TRIBUNE DES LECTEURS

Je réponds à l'article de Michel Berger dans GR 1190. Comme lui, je suis optimiste pour notre avenir car les solutions existent : voir le scénario Négawatt. Je suis par contre surpris qu'il ne parle pas de la biomasse dans les énergies renouvelables qui assureront 100% de nos besoins si nous ne voulons pas augmenter encore l'effet de serre sur notre planète.
Le chauffage au bois pour le confort intérieur et l'eau chaude sanitaire est une solution très pertinente… La gestion des forêts et des espaces boisés peut générer une ressource énergétique renouvelable. Leur superficie peut fortement augmenter, en France et ailleurs ; je pense, par exemple, au retour du bocage dans les campagnes, au remplacement des zones commerciales des villes par des espaces boisés et cultivés, à l'abandon des prétendus trésors (énergies fossiles, minerais, surfaces cultivables) situés dans les forêts actuelles.
Personnellement, je chauffe ma maison avec un simple poêle à buches. Elle est très bien isolée et nous sommes sobres, ce qui s'inscrit dans une démarche de simplicité volontaire. Notre consommation énergétique est donc faible. Je suis proche de la nature, je vis au rythme des saisons, je défriche (ce qui favorise la pousse de jeunes arbres), je récupère du bois mort, je taille des arbres sans les abattre, je plante de jeunes arbres. Je participe ainsi au stockage du dioxyde de carbone émis par les énergies fossiles.
Dans les immeubles où l'efficacité énergétique est bien meilleure que dans les maisons individuelles et avec une gestion durable des espaces boisés, le bois est une énergie renouvelable issue de la générosité du Soleil. La biomasse est la première énergie renouvelable et complète parfaitement les autres dans une gestion décentralisée de la production et de la consommation. Toutes les communes françaises peuvent produire de l'énergie. Dans la mienne il y avait au moins deux moulins sur la rivière, les remettre en service est un investissement pour l'avenir.
Y.R., Courcelles-Chaussy.

***

Je remercie A.L. (Amphion-les-Bains - Courrier des lecteurs LGR 1189) pour l'intérêt porté à mon article La révolution numérique... (LGR 1188). Je concluais que bien d'autres implications méritent d'être abordées. Explorer notamment les conséquences sociétales : outre le transhumanisme, je pense aux ouvrages de Yuval Noah Harari (Sapiens et Homo Deus), que je situe dans la lignée d'Aldous Huxley (Le meilleur des mondes) et de George Orwell (1984), imaginant comment une oligarchie peut s'approprier les avancées technologiques pour renforcer sa domination sur la société. Et aussi rechercher comment inscrire la dimension numérique dans les luttes sociales (au même titre que l'écologie depuis au moins une décennie).

Je relève de premières différences de vue avec notre lecteur. La lutte des classes, même complexifiée[1], reste le moteur qui anime toute stratégie visant à répondre à «la nécessité d'un bouleversement radical du système économico-politique», traduisant bien plus clairement l'opposition entre «pro et anticapitalistes» que le «clivage gauche-droite», historiquement plus labile. Sur le rôle de l'état, alors que les centres de décision politique s'éloignent toujours davantage des citoyens, à nous d'en faire un vrai rempart à hauteur d'homme au service de l'intérêt général, tant que l'internationalisme se caractérise surtout par la mondialisation libérale. Ce n'est pas nécessairement contradictoire avec l'émergence de diverses formes d'une démocratie plus «horizontale» dans la cité ou dans les activités de production, pourvu que celles-ci entrent dans une démarche qui remet en cause le capitalisme. Edgar Morin[2] affirme ainsi que «Le bouillonnement d'initiatives est ma raison d'espérer».

Mais c'est sur «le troisième tiers» de l'article, avec lequel notre lecteur se dit en désaccord, que je voudrais surtout revenir. Il s'agit donc de l'expérience que Bernard Stiegler a lancée pour une période de dix ans sur le territoire de Plaine-Commune (93).
Comme le souligne A.L., le risque est grand de voir l'expérience servir le capitalisme. Dans mon article, je partage cette réserve avec le point d'interrogation dès le titre du sous-chapitre «Bernard Stiegler et la disruption à l'écart du mouvement politique?» et un peu après «L'approche politique est sans concession [dans la condamnation du capitalisme] (...). Pourtant, son action se situant par nécessité dans le champ institutionnel [largement décrit dans l'article] (...), elle semble en fait se développer à l'écart du mouvement politique». J'avais déjà exprimé cette réserve lors d'un débat citoyen en présence d'un proche collaborateur de Bernard Stiegler. On peut penser en effet que certains partenaires exercent une sorte de veille, redoutant à la fois les conséquences du tarissement du pouvoir d'achat au sein de couches toujours plus larges de la population et l'apparition de solutions remettant en cause l'organisation libérale de l'activité économique et sociale. Quoi qu'il en soit, la richesse d'analyse et l'ambition de l'expérience de terrain, exceptionnelle en sociologie me semble-t-il, justifient que celle-ci soit évoquée dans la GR «Mensuel de réflexion socio-économique vers la démocratie d'une économie de partage» !
C'est dans la confrontation aux fondements de l'économie distributive qu'il me semble le plus y avoir à débattre. Je renvoie à une précédente tribune dans la GR «Comment l'économie distributive s'inscrit [selon moi] dans le socialisme historique» (GR1168). Les commentaires de A.L. font appel ici aux notions de travail, productivité, revenu et valeur. Des notions qui sont définies dans un référentiel capitaliste et dont il faut interroger le sens en transition vers une économie distributive ou vers ce que j'appelle «l'utopie communiste», en supposant qu'une transition soit possible, plutôt qu'une rupture brutale. Le philosophe Etienne Balibar[3] rappelle opportunément que «Pour Marx, le travail constitue le fondement de la richesse capitaliste». En réfutant le capitalisme, la question n'est pas seulement d'affirmer une vision aboutie de l'avenir, avec la disparition du travail aliéné (salarié ou contraint), mais aussi de savoir comment l'atteindre, en déjouant les stratégies adaptatives de l'oligarchie (y compris celle de la violence) et en faisant aussi confiance à l'intelligence collective pour penser cet avenir.
Tant que le capitalisme n'est pas dépassé, c'est toujours le travail de production salarié qui détermine la valeur d'échange (telle que définie par Marx) dont est extrait le profit. L'assèchement du travail salarié, en raison de l'automatisation et de la prodigieuse avancée numérique, devrait conduire à l'effondrement du capitalisme. Mais on sait bien que l'oligarchie, par un renforcement de son pouvoir comme évoqué plus haut, poursuivra son action prédatrice jusqu'à conduire l'humanité à la catastrophe, via l'anthropocène, sans une lutte politique et sociale victorieuse des citoyens contre ● ● ●

cette logique destructrice au nom du profit. Réduire les forces du travail avant la fin effective du capitalisme, c'est faire le jeu de celui-ci. Le néolibéralisme l'a bien compris et c'est probablement pourquoi il accompagne l'expérience de Bernard Stiegler, de laquelle peuvent émerger en effet des voies de cohabitation puisqu'elle ne se situe pas dans un contexte de lutte politique affirmée.

Bernard Stiegler appelle à une nouvelle définition de la valeur, en distinguant l'emploi (le travail salarié, contraint et aliénant précédent) et une autre définition du travail, dans laquelle il range les initiatives des citoyens visant l'acquisition de connaissances, leur engagement social, culturel, bref, tout ce qui contribue à élever nos sociétés (et à freiner l'accroissement inévitable de l'entropie du système Terre - le philosophe convoque cette grandeur thermodynamique qui caractérise l'état de désordre d'un système et considère que les comportements consumériste, en réduisant irréversiblement les ressources disponibles, en générant des déchets impossibles à mettre en valeur et en dégradant le savoir-vivre des individus, contribuent à accroître cette entropie, précipitant la fin de l'histoire). Il attribuerait à ce travail un revenu contributif, en recherchant pour le moment son financement dans les excédants illégitimes du capitalisme. On lira avec intérêt dans le dernier hors-série de Politis[4] comment le regard d'André Gorz sur le travail a inspiré la réflexion de Bernard Stiegler. On sait combien André Gorz a apprécié la pensée de Jacques Duboin et de la GR. On ne peut affirmer que l'émergence de commun et l'enrichissement du savoir-faire, c'est-à-dire de l'intelligence collective, qui est attendu de l'expérience, servira uniquement le libéralisme, ou le capitalisme cognitif, comme semble le suggérer définitivement notre lecteur. Ce serait nier toute capacité politique à cette intelligence collective pour transformer le monde. L'article de Politis est riche d'arguments.

Bernard Friot[5] (non cité dans mon article) plaide lui aussi pour une nouvelle définition de la valeur, en observant que «40 % du PIB sont déjà produits dans le cadre des services publics et de la Sécurité sociale par les fonctionnaires, les retraités, les soignants, les parents et les chômeurs, (...) qui ne relèvent ni du marché du travail, ni de la valorisation de la propriété lucrative par la production de marchandises. Cela ouvre un possible pour sortir du capitalisme» via des mécanismes de socialisation du salaire (à partir des cotisations) permettant le financement d'un salaire à vie, évoluant en fonction des capacités acquises progressivement par le citoyen, dans l'emploi ou hors de celui-ci. «Le salariat c'est la classe révolutionnaire en train de se construire». Le salaire devient alors «un droit politique et n'est plus fixé par le marché du travail ou par les actionnaires». De ces deux visions ressort la difficulté de valider une évolution positive de la nature du travail/emploi sans être sorti du capitalisme et en même temps la conviction de réelles potentialités.

Pour terminer, il reste à commenter plus généralement les différentes options d'un revenu déconnecté de la production de

C'est la saison des étrennes.
Il n'y a pas de cadeau plus utile à faire qu'un abonnement à *La Grande Relève*.
Faire lire ce journal, inciter des amis à s'y abonner,
c'est les aider à comprendre l'actualité,
à ne plus être dupes des informations que les grands médias
leur présentent de façon à endormir leur esprit critique,
et c'est ouvrir leur imagination à d'autres façons de gérer l'économie
que celle qui leur est imposée
et qui mène le monde à une catastrophe… peut-être encore évitable.

souscription permanente

POUR QUE VIVE DANS LA GRANDE RELÈVE

M. Deru 21 – S. Ghenai 27 – A. Rodier 17 – M. Decker 21 – H-C Matton-Thorez 7 – A. Lavie 27 - J. Legros 27. Total 147 euros. ***Merci à tous !***

Grâce à cette souscription, nous pouvons poursuivre la publication du journal en modérant le prix de l'abonnement, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens de le payer, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.

Merci aux abonnés qui, pour nous éviter des frais de rappel, observent la date d'échéance de leur abonnement : elle est indiquée sur l'étiquette de l'enveloppe sous laquelle ils reçoivent leur journal.

marchandises. Le revenu social d'existence, tel que le revendique l'économie distributive, est un objectif pour la sortie du capitalisme : «Remplacer l'économie de l'échange par l'économie de partage», comme le résume Marie-Louise Duboin[6]. Imaginer la mise en place d'un revenu universel dans le système actuel laisse en réalité deux options possibles :

(1) une aumône libérale, qui consistera à concéder le minimum vital en échange de la suppression de toutes les aides-sociales existantes et d'une relative paix sociale en dépit d'un chômage toujours de masse, dans un paysage de services publics réduits ;

(2) une conquête sociale, arrachée de haute lutte, dans un contexte où la défense des services publics est également au menu, qui dépend du rapport de force entre les travailleurs et l'oligarchie. Seule la seconde option mérite d'être considérée ici. On suppose alors qu'en même temps que se développeront différentes initiatives tendant à redonner un sens au travail, dans un cadre démocratique renouvelé, une bataille pour l'emploi mettant en avant de meilleurs salaires et la réduction drastique du temps de travail, fédérant principalement les travailleurs salariés, créera la dynamique nécessaire à un changement plus radical de société. C'est bien la raison pour laquelle les approches envisagées plus haut ne peuvent véritablement contribuer à l'émancipation sociale que si elles s'accompagnent d'une lutte politique claire contre le capitalisme.

Guy Evrard

Références documentaires :

1. Erik Olin Wright, «Les rapports de classe se sont historiquement complexifiés», entretien avec Pierre Chaillan, traduction Vincent Farnea, l'Humanité des débats, 20 octobre 2017.

2. Edgar Morin, «Le bouillonnement d'initiatives est ma raison d'espérer», entretien avec Catherine André, Alternatives économiques, 20 octobre 2017.
https://www.alternatives-economiques.fr//edgar-morin-bouillonnement-dinitiatives-raison-desperer/00080821

3. Etienne Balibar, «Pour Marx, le travail constitue le fondement de la richesse capitaliste», entretien avec Jérôme Salski, l'Humanité des débats, 29 septembre 2017.

4. Bernard Stiegler, «Il faut réinventer le travail», entretien avec Denis Sieffert, Politis, hors-série N°66, septembre-octobre 2017.

5. Bernard Friot, «Le salariat, c'est la classe révolutionnaire en train de se construire», entretien avec Cécile Rousseau, l'Humanité, 14 août 2013.

6. Marie-Louise Duboin, «Le vrai changement, c'est sorti de l'économie de l'échange et inventer l'économie de partage !», La Grande relève, N°1184, pp. 3-15, mars 2017.

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

FRANCE, *régime intérieur pour la Poste.* . . . . . 23 euros.
(soutien : + 14 *euros par an, par exemplaire en plus, chaque mois)*
DOM . . . . . 26 euros.
TOM . . . . . 29 euros.
INTERNATIONAL, *suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014 :*
Zone 1 (Bénélux, Espagne,R-U, Suisse, ...) . . . . . 29 euros.
Zone 2 (autres pays européens) . . . . . 27 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis,...) . . . . . .30 euros.
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,...) . . . . . .30 euros.

RÈGLEMENTS :

par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de

LA GRANDE RELÈVE

et envoyé

88 Bd CARNOT
78110 LE VÉSINET
FRANCE

N° de compte à la banque postale 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

•JE PROLONGE MON ABONNEMENT POUR
•JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) DE *LA GRANDE RELÈVE* À PARTIR DU N° .....
ET VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE *(merci d'écrire des majuscules)* :

M. Mme,ou Melle, prénom, nom : .....

immeuble (éventuellement) : .....

N° et voie : .....

code postal et commune : ..... *pays*.....

•JE COMMANDE LES OUVRAGES SUIVANTS : .....
.....
.....

POUR CELA, J'ENVOIE LA SOMME DE .....euros
PAR CHÈQUE N°..... *(préciser la banque)* : .....
DATE : SIGNATURE :

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, nous affirmons qu'il faut rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable, et à cette fin, remplacer la monnaie actuelle par une monnaie qui ne circule pas donc qui ne puisse pas être "placée" pour "rapporter". Une telle monnaie, émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, mais laisse au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont alors deux flux permanents qui s'équilibrent. Ce sont les citoyens qui en définissent l'intensité en décidant démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres et de recevoir leur part d'usufruit de notre héritage commun.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR :

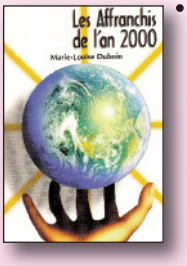
• ***JACQUES DUBOIN***

Extraits choisis dans son œuvre (3€).

Aujourd'hui introuvables, plusieurs de ses livres ont été numérisés, et leur texte intégral est disponible gratuitement sur notre site internet.

• ***ET SI ON CHANGEAIT ?***

Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (4€).

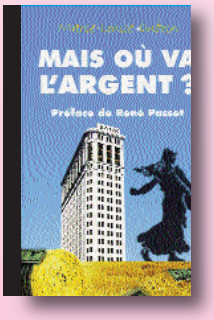


• ***LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000***

Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (13 €).

• ***MAIS OÙ VA L'ARGENT ?***

l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer (édition du Sextant, 240 pages, 13 €).



• D'anciens numéros, et un résumé (4 pages, format A4) de nos propositions, sont disponibles (2 €)

• *Épuisés sur papier, des textes et des livres sont téléchargeables sur notre site internet.*

Tous les prix indiqués incluent les frais d'envoi.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié

(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone *seulement le lundi entre 15 et 18 heures* : 01 30 71 58 04

Adresse électronique :

grande.releve.net@wanadoo.fr

Site internet : http://www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)